

NE LAISSONS PAS MOURIR LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE

NOUS NE PAIERONS PAS LEUR CRÎSE !

Après avoir supprimé des dizaines de postes au sein des services de PMI (Protection Maternelle et Infantile), et des équipes de prévention spécialisée publiques, Monsieur Michel DINET et sa majorité nous annoncent aujourd'hui vouloir encore supprimer entre 3 et 7 postes dans les équipes de prévention spécialisée privées. Pour arriver à ces chiffres, on nous annonce une étude de faisabilité, afin de créer une super structure associative regroupant 3 associations dont une est extérieure à la Prévention spécialisée : Vivre dans la Ville, Jeunes et Cité et Pass' Sport et culture.

L'OBJECTIF EST UNIQUEMENT COMPTABLE : SUPPRIMER DES POSTES. ENCORE ET ENCORE. NOUS, SALARIÉS DE VIVRE DANS LA VILLE, NE L'ACCEPTEONS PAS ET RÉSISTONS !

La prévention a, au contraire, besoin de moyens supplémentaires au vu de la situation plus que préoccupante des personnes avec qui nous travaillons quotidiennement. Les derniers chiffres du chômage sont alarmants, presque 10 % de la population active au niveau national, chiffre bien plus important dans les ZUS de l'agglomération. La misère explose : plus de 8 millions de personnes pauvres selon l'INSEE. L'association Médecins du monde dénonce dans son dernier rapport annuel un véritable krach sanitaire dû à la crise économique, mais aussi aux politiques publiques. L'intensité de la pauvreté augmente en France et les jeunes sont les plus touchés, s'inquiète le Secours catholique dans son rapport annuel publié mardi 8 novembre 2011. Intitulé "Jeunes, une génération précaire", ce rapport veut "provoquer

une prise de conscience" nationale sur l'ampleur de la précarité chez les 18-25 ans.



Nous ne pouvons comprendre et accepter, dans ce contexte, la mise à mort d'équipes de terrains, riches de dizaines d'années d'expériences, reconnues localement pour l'efficacité de leur travail. Car comment peut-on imaginer que les éducateurs pourront continuer à travailler sereinement si on les prive de moyens ?

A Vandœuvre, 7 éducateurs, un animateur, une secrétaire et un directeur mettent toute leur énergie pour tenter de trouver des réponses aux situations souvent dramatiques vécues par plus de 16.000 habitants de la ZUS du quartier des Nations.

Nous ne nous résignerons pas à voir supprimer trois, deux, ne serait-ce qu'un seul poste.

Notre incompréhension est d'autant plus totale face à cette décision après la lecture de l'éditorial de Michel Dinet dans le dernier magazine Vivre la Meurthe-et-Moselle : « **Malgré les appels du gouvernement à réduire l'action publique territoriale, je confirme que la politique éducative du conseil général de Meurthe-et-Moselle -pour ne citer que cet exemple- ne sera pas soumise aux soubresauts des prévisions de croissance de marchés financiers incontrôlés. Chacun doit porter et assumer ses responsabilités.** »

Pour nous faire entendre, pour le maintien de nos conditions de travail, **GRÈVE TOURNANTE ET RASSEMBLEMENT PERMANENT**

au Conseil Général rue Blandan à Nancy à partir de lundi 5 décembre midi